



PREFECTURE DU CANTAL

Arrêté n° 2007-1577
Portant prescriptions spéciales relatives aux conditions de remise en état
de la carrière exploitée par la SARL BRUN FILS TP et située sur la commune
de Andelat au lieu-dit « Le Croisement »

Le préfet du Cantal
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V et notamment son article L 512-7

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application du code précité et notamment ses articles 20 et 34

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

VU l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant de la garantie financière de remise en état des carrières prévue par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'arrêté du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de la garantie financière

VU l'arrêté préfectoral n° 93-1562 du 21 septembre 1993 autorisant la SARL BRUN FILS TP à poursuivre l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Le Croisement » sur la commune de ANDELAT

VU l'arrêté préfectoral n° 99-1067 du 28 mai 1999 définissant les garanties financières pour la carrière précitée

VU la déclaration de cessation définitive d'activité effectuée le 26 juillet 2006 par la SARL BRUN FILS TP

VU les rapport et propositions de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Auvergne

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » en date du 25 septembre 2007

CONSIDERANT qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, le préfet peut prescrire la mise en œuvre des mesures que rendent nécessaires soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités en l'occurrence le dépassement des limites du périmètre autorisé d'exploitation

CONSIDERANT que l'exploitation au-delà des limites du périmètre autorisé a des conséquences graves sur l'environnement et plus particulièrement sur les terrains des propriétaires riverains en raison des ruptures de pente importantes créées par ce dépassement

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal

Arrête

Article 1

Dans le cadre de la remise en état de la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « Le Croisement » sur la commune de Andelat, La SARL BRUN FILS TP, doit prendre les mesures suivantes :

1- adresser au préfet une étude relative à la mise en sécurité du site, afin de déterminer avec tous les propriétaires des terrains riverains et des terrains sur lesquels porte l'autorisation d'exploiter, les travaux de remise en état acceptables par ces derniers compte tenu du dépassement des limites du périmètre d'exploitation autorisé et/ou de l'absence de bande de protection de 10 mètres.

Pour chacun des propriétaires précités, cette opération doit se traduire par un descriptif exhaustif des travaux à réaliser, matérialisés par des plans et coupes adaptés.

Chaque propriétaire doit approuver, par écrit, les documents fournis sur lesquels il a un droit de regard. Ces documents seront donc approuvés par, au maximum, trois propriétaires différents (propriétaire du terrain sur lequel porte l'autorisation d'exploiter et les deux propriétaires dont les terrains sont limitrophes de ce dernier).

2- évaluer - en détaillant - le coût de tous les travaux de remise en état tels qu'ils ont été définis au 1- ci-avant.

3- fournir au préfet, pour tous les travaux de remise en état déterminé selon le 2- ci-dessus, :

- un acte de cautionnement conforme à l'arrêté du 1^{er} février 1996 susvisé et répondant de leur montant. A la réception de ce document, monsieur le préfet restituera à la société SARL BRUN FILS TP, l'original de l'acte de cautionnement actuellement en sa possession.

- un échéancier très précis de leur exécution

L'avis écrit de monsieur le maire de Andelat doit être sollicité sur le dossier ainsi constitué avant son envoi à monsieur le préfet du Cantal en deux exemplaires

Article 2

La SARL BRUN FILS TP dispose d'un délai de six mois pour satisfaire aux prescriptions de l'article 1 ci-dessus.

Article 3

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles des arrêtés préfectoraux des 21 septembre 1993 et 28 mai 1999 qui lui sont contraires.

Article 4

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des dispositions prévues par le paragraphe I de l'article L 514-1 du code de l'environnement

Article 5

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Clermont-Ferrand) :

1- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où les dits actes leur ont été notifiés.

2- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Andelat pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la dite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 7

Le présent arrêté est notifié à la société SARL BRUN FILS TP dont le siège social se trouve au lieu-dit « Sebeuge » à Andelat et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- monsieur le maire de Andelat chargé des formalités d'affichage
- monsieur le sous-préfet de Saint Flour
- monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Aurillac
- monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à Aurillac
- madame la directrice départementale de l'équipement à Aurillac
- madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales à Aurillac
- monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile à Aurillac
- monsieur le directeur régional de l'environnement à Clermont-Ferrand
- monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine à Aurillac
- monsieur le commandant du groupement de gendarmerie du cantal à Aurillac

chargés chacun en ce qui le concerne de son exécution.

A Aurillac, le 25 octobre 2007

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé : Daniel MERIGNARGUES